

NOS VALEURS, NOS LUTTES

LEURS PROMESSES, LEURS MENSONGES, LEURS VOTES

Le Ministre de l'Économie l'a clairement annoncé : l'État Providence, c'est terminé ! Dommage qu'il n'explique pas ce qu'est l'État Providence tant critiqué par les libéraux : c'est à dire la redistribution de nos cotisations sociales et de nos impôts - le ruissellement, en quelque sorte - au profit des personnes les plus modestes ou en difficulté (chômeurs et chômeuses, précaires, retraité.e.s, handicapé.e.s), et pour le fonctionnement des institutions : Écoles, Hôpitaux, Justice, Services Publics ... Ce n'est donc pas de l'argent qui vient de la générosité de quelques mécènes, mais c'est notre argent, à tous et toutes - enfin presque. Puisque les cadeaux fiscaux faits aux entreprises, c'est plus de 30% de pertes pour le budget de l'État chaque année, et les cadeaux fiscaux faits aux plus riches (notamment par Macron dès son arrivée en 2017 : plafonnement de l'imposition des dividendes et suppression de l'ISF) coûtent environ 8 milliards d'euros dans le budget 2024. Alors qu'au même moment, on demande 800 millions d'économie à l'Hôpital, et 1 milliard de sacrifices aux chômeurs et chômeuses.

L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraité.e.s Solidaires, ce sont des syndicalistes qui, face aux multiples attaques dont les retraité.e.s sont l'objet, ont décidé de continuer la lutte syndicale afin d'améliorer les conditions de vie des retraité.e.s : montant minimum des pensions, augmentation des retraites, augmentation et élargissement des minima sociaux, développement des services d'aide à la personne, lutte contre l'explosion des restes à charge et dépassements d'honoraires dans la santé,



mesures contre la fracture numérique, facilitation de la mobilité ... Nous avons des revendications progressistes, et des propositions qui peuvent permettre d'y accéder : réforme de la fiscalité pour une fiscalité progressive, suppression des exonérations de cotisations non justifiées aux entreprises, instauration de cotisations sociales sur tous les revenus créés par le travail (salaires, dividendes, actions), lutte contre la fraude fiscale. Ce ne sont pas les moyens qui manquent, mais la volonté politique de faire contribuer les plus aisé.e.s, et de répartir le budget autrement. Le ruissellement de Macron et de ses prédécesseurs, c'est des pauvres vers les

riches : entre 2000 et 2020, les dividendes distribués aux actionnaires du CAC40 ont augmenté de 269 %. Pendant ce temps, entre 2004 et 2020, le montant moyen des pensions a augmenté de 35% ; entre 1996 et 2022, le salaire moyen dans le privé a augmenté de 14%.

En cette période de campagne électorale, nous allons être assailli.e.s de discours, de promesses, de slogans. Nous avons tout intérêt à bien lire ce qui nous est proposé, avant de voter, et de confronter les promesses aux actes, et tout particulièrement à ce que votent les élu.e.s des formations qui se présentent aux Élections Européennes. La démagogie sans complexes est de mise, et certain.e.s de ceux et celles qui se disent « candidat.e.s du peuple », très présent.e.s dans les médias, votent régulièrement, aux Parlements Européen et Français des mesures anti-sociales qui dégradent la vie des citoyen.ne.s « du peuple », justement : affaiblissement de la Sécurité Sociale, refus d'une fiscalité plus juste, baisse des allocations chômage, rejet de la pénalisation de la fraude fiscale, refus de la revalorisation des petites retraites, refus de la protection des travailleurs et travailleuses détaché.e.s (assurer un socle de droits à tou.te.s les salarié.e.s), négation de la nécessité d'augmenter les salaires, désaveu du soutien à l'Ukraine et de la condamnation de la guerre.

Salaires : L'arrivée de Macron à l'Élysée n'a pas amélioré la situation des « gens qui ne sont rien », des fainéant.e.s qui n'auraient qu'à « traverser la rue » pour trouver un job. Entre 2018 et 2023, le SMIC n'a augmenté que de 209 € bruts, soit environ 34€ par an (2,90€ par mois). Mais le parti présidentiel n'est pas seul à la manoeuvre, et le RN n'est pas en reste, qui rejette l'augmentation générale des salaires, et propose, en guise d'augmentation du pouvoir d'achat de 10%, d'exonérer les salaires de cotisations sociales jusqu'à 3 fois le SMIC. Ce que les salarié.e.s auront ainsi gagné en revenus, ils et elles devront supporter des baisses de remboursement santé et l'augmentation des assurances complémentaires .



Réforme des Retraites : la lutte, en 2023, contre la réforme des retraites et le recul de l'âge de départ à 64 ans n'a pas mobilisé, à l'Assemblée nationale, un large éventail de député.e.s - et ceux et celles-ci étaient peu nombreux et nombreuses à faire « leur travail » de représentant.e.s des citoyen.ne.s et à les défendre. Le refus de débat du gouvernement, sa surdité face à la rue et à l'opinion et le passage de la loi par décret n'ont pas mécontenté tout le monde, voire même, par exemple, et malgré sa prétendue opposition à la réforme, le RN - qui n'a fourni aucun travail parlementaire, et n'a proposé que quatre amendements - anti-immigré.e.s - sur le sujet - a vu satisfaire sa revendication de retraite à 60 ans ... après 40 années de cotisations ; c'est à dire, plus concrètement, le passage de l'âge de départ, au mieux à 64 ans - voire beaucoup plus, lorsque l'on sait que la moyenne d'âge d'entrée dans la vie active est à 25 ans. C'est pire que la réforme Macron !

Égalité Hommes-Femmes : C'est un fait, les pensions des femmes sont à 40% inférieures à celles des hommes : carrières moins longues, précarisation à la suite des maternités, temps partiels forcés, salaires plus faibles (inférieurs de 28% à ceux des hommes). C'est tout un faisceau de causes qui génère ces différences. De plus, l'accès aux postes de responsabilité reste encore, en France, notamment dans la Fonction publique, plus favorable aux hommes. Tous ces éléments se répercutent sur le montant des pensions versées, et font que les 37% de personnes qui perçoivent une retraite inférieure à 1000€ sont majoritairement des femmes. Pourtant, le RN refuse de reconnaître les discriminations sexistes, et laisse aux syndicats le soin de défendre les salarié.e.s. Or, le syndicalisme prôné par ce parti, c'est la fin des syndicats indépendants, et la création de syndicats d'entreprise, aux mains du patronat.

Chômage et précarité : S'il y a une priorité dans les politiques menées ces dernières années à l'encontre des chômeurs et chômeuses - et des précaires - c'est bien la volonté de diminuer drastiquement les allocations et aides qui peuvent leur être versées, et de durcir les conditions de versement de celles-ci. Les chômeurs et chômeuses ont pu compter sur la sévérité des élu.e.s du RN à l'encontre des salarié.e.s qui « abusent » et refusent un CDI à la suite d'un CDD : ceux et celles-là devraient se voir privé.e.s des allocations chômage ; mais le texte a été rejeté par les député.e.s. Quant aux précaires, le RN propose d'exclure du droit de vote aux élections professionnelles, tou.te.s les titulaires d'un contrat de travail inférieur à un an - les salarié.e.s les plus fragilisés.e.s n'auraient donc pas droit à choisir qui pourrait les défendre face au patronat qui les exploite.

Santé : La pénurie de médecins dans de nombreuses zones rurales est contraire au principe d'universalité des soins. Pourtant, les tentatives de répartir l'installation des nouveaux médecins sur tout le territoire (Juin 2023 à l'Assemblée Nationale) s'est heurtée au refus de 55% des élu.e.s, dont le RN, qui considère que le principal problème, c'est manque de médecins - or ce n'est pas en multipliant le nombre de professionnel.le.s de santé et en les laissant s'installer sur la Côte d'Azur, que les déserts médicaux disparaîtront.

Par ailleurs, pendant la pandémie de la COVID, LR et RN s'opposèrent systématiquement, au Parlement Européen, à un amendement demandant la levée des brevets sur la vaccins, les traitements contre le COVID, et le partage des données entre les entreprises pharmaceutiques. Pour certain.e.s élu.e.s, la Santé c'est aussi, et d'abord, des profits.

Sécurité Sociale : La Sécurité Sociale est attaquée depuis bien des années, et ses ressources ne cessent de baisser, alors que la richesse du pays augmente. Les exonérations de cotisations pour les entreprises, le chômage de masse, la précarité, le blocage des salaires et des pensions : toutes ces mesures contribuent à affaiblir les finances de la Sécu. Les seules mesures que propose le gouvernement, c'est non pas d'accroître les recettes, mais de diminuer les remboursements en augmentant les franchises sur les médicaments, les transports, les actes médicaux ... Ceci en complet accord avec les élu.e.s d'extrême droite qui votent avec les macronistes des déductions supplémentaires de cotisations sociales.

Écologie : Le changement climatique, la pollution atmosphérique et la préservation de la planète sont devenus, à juste titre, des préoccupations de citoyen.ne.s de plus en plus nombreux et nombreuses. Pourtant, à l'Assemblée Nationale, le RN, « parti du peuple », a voté contre toutes les mesures visant à réduire la pollution due au transport routier, à favoriser l'installation de panneaux solaires sur les parkings, à stopper l'artificialisation des terres (constructions de bâtiments), à obliger les entreprises à produire un bilan carbone, à protéger les fonds marins contre l'exploitation minière, et a aussi proposé la suppression d'un amendement sur les vols en jet privé, 5 à 14 fois plus polluants que les vols commerciaux ...



Logement : en Juin 2023, une partie des député.e.s demande le gel des loyers, car leur augmentation, en cette période de forte inflation, pénalise les plus modestes. L'extrême droite s'y oppose, et vote pour l'augmentation des loyers de 3,5% pour l'année, préférant défendre les propriétaires. Cela a le mérite d'être clair quant aux priorités du RN : la défense des privilégié.e.s. Est-ce vraiment clair pour tout le monde ? Quant à la proposition de loi visant à protéger les logements contre l'occupation illicite, qui permettra de tripler les sanctions en cas de squat d'un logement ou d'un local vacant, elle est adoptée par une majorité de député.e.s, dont ceux du RN, qui se sont massivement déplacé.e.s pour l'occasion.

Services publics : La fracture numérique qui touche 15% de la population, concerne aussi les contacts avec les administrations, pour le dépôt de dossiers ou l'obtention de droits - auxquels renoncent de nombreuses personnes (environ 30% de ceux et celles qui pourraient percevoir des allocations ou aides diverses). Pourtant, un texte proposé aux député.e.s et visant à augmenter le budget des préfectures pour permettre un meilleur accueil des usager.e.s a été rejeté par les député.e.s d'extrême droite et de la majorité.

Fiscalité : Régulièrement, des élu.e.s, conscient.e.s des pratiques néfastes des multinationales (évasion fiscale, manque de transparence, délinquance économique...), cherchent à harmoniser une fiscalité qui coûte très cher à tous les États européens, et les prive de considérables ressources pour financer les services publics. Qu'il s'agisse d'augmenter les moyens du Parquet National financier, ou de coordonner les politiques européennes à cet égard, les élu.e.s de la majorité et d'extrême droite s'y opposent. Ce qui a

pour conséquences : de « nécessaires » coupes dans les budgets sociaux, de la part de ceux et celles-là même qui auraient la possibilité de trouver les fonds nécessaires, grâce à la lutte contre la fraude des entreprises.



Démocratie : Répression civile en Russie et Guerre déclenchée contre l'Ukraine. Nous, syndicalistes, sommes pour le respect des droits fondamentaux des peuples et des citoyen.ne.s, de la démocratie, de la liberté d'expression, et soutenons la lutte des Ukrainien.ne.s contre la guerre d'annexion menée par la Russie. Mais la défense de la démocratie, ici ou ailleurs, n'est pas une priorité pour tout le monde, et nous n'oublions pas que systématiquement les élu.e.s RN ont voté contre toutes les mesures prises contre la Russie de Poutine, contre la condamnation de la guerre et de la répression des civil.e.s russes et ukrainien.ne.s.

Ne nous y trompons pas : les projets des capitalistes et du patronat pour les années à venir ne sont pas en faveur des plus démunis.e.s. Les annonces faites pour 2024 et 2025 par le gouvernement vont engendrer de nouveaux reculs sociaux, et ces décisions sont souvent approuvées par des parlementaires qui font surtout du bruit et des discours, mais ne s'y opposent pas concrètement, et laissent faire (49% des textes proposés par le gouvernement depuis 2022 ont été votés par le RN). Soyons vigilant.e.s face à la démagogie d'élus.e.s qui votent le contraire de ce qu'ils et elles promettent, sans vergogne.

**DÉFENDONS LE PROGRÈS SOCIAL
ET UN MEILLEUR AVENIR POUR TOU.TE.S !**